

Audience publique du 20 mai 2020

Recours formé par Monsieur ..., ...,
contre une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile
en matière de police des étrangers

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 42537 du rôle et déposée le 22 mars 2019 au greffe du tribunal administratif par Maître Michel Vallet, avocat à la Cour, assisté par Maître Katrin Djaber, tous les deux inscrits au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à ... (Guinée), demeurant à ..., tendant à l'annulation d'une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile, erronément attribuée au ministre des affaires Etrangères et Européennes, du 24 décembre 2018 rejetant la demande de regroupement familial au bénéfice de l'enfant mineur « ... », née le ... à ... (Guinée), de nationalité guinéenne ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 19 juin 2019 ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Giuseppina Chirico, en remplacement de Maître Michel Vallet, et Monsieur le délégué du gouvernement Yves Huberty en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 4 mars 2020.

En date du 14 avril 2017, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, ci-après désigné par « le ministère », une demande de regroupement familial au sens de l'article 12, paragraphe (1), point c) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, ci-après désignée par « la loi du 29 août 2008 », dans le chef d'un enfant mineur de sexe féminin dénommée « ... », demande à laquelle le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par « le ministre », refusa de faire droit par décision du 24 décembre 2018 qui est motivée comme suit :

« [...] J'ai l'honneur de me référer à votre demande citée sous objet.

Je suis toutefois au regret de vous informer que je ne suis pas en mesure de faire droit à votre demande de regroupement familial en vertu de l'article 12 paragraphe 1) point c) de la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation et l'immigration.

En effet, suite à un examen des pièces produites à l'appui de votre demande, il s'est avéré que l'extrait de l'acte de naissance de l'enfant, ..., soumis comme preuve de filiation ne peut pas être jugé fiable comme il est incomplet (l'âge de la mère manque). A noter également que le nom de la mère indiqué sur l'extrait de l'acte de naissance de l'enfant ne correspond pas à celui indiqué dans le jugement N°130 vous conférant l'autorité parentale sur l'enfant.

Etant donné que la Direction de l'Immigration n'est pas en possession d'autres éléments corroborant le contenu de votre dossier, que le lien de filiation ne peut être à l'heure actuelle formellement établi et que les conditions de l'article 12 de la loi précitée ne sont donc pas remplies, l'enfant ... ne peut pas être considéré comme un membre de la famille d'un citoyen de l'Union au sens de l'article 12 paragraphe 1) point c) et votre demande de regroupement familial est refusée conformément à l'article 25 paragraphe 1) de la loi précitée. [...] ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 22 mars 2019, inscrite sous le numéro 42537 du rôle, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à l'annulation de la décision ministérielle précitée du 24 décembre 2018.

Dans la mesure où ni la loi du 29 août 2008, ni aucune autre disposition légale n'instaure un recours au fond en matière de regroupement familial, seul un recours en annulation a pu être introduit en la présente matière, de sorte que le tribunal est compétent pour connaître du recours en annulation sous analyse, lequel est encore recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui du recours et en fait, le demandeur explique qu'il aurait introduit une demande en obtention d'un visa en vue du regroupement familial en faveur de sa fille mineure « ... », qui serait née le ... à ..., demande à l'appui de laquelle il aurait versé la copie du passeport de sa fille, la copie de son acte de naissance, ainsi que celle du jugement du tribunal de première instance de ..., ... du 18 janvier 2017 lui attribuant l'autorité parentale sur celle-ci.

En droit, en ce qui concerne la légalité externe de la décision du 24 décembre 2018, le demandeur invoque de prime abord une violation de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, ci-après désigné par « le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 », au motif que la décision ministérielle ne serait pas motivée, étant donné que celle-ci se contenterait de faire référence à des éléments factuels sans aucune autre forme de précision.

Quant à la légalité interne de la décision litigieuse, le demandeur reproche au ministre d'avoir fait une appréciation erronée des faits de l'espèce en ce que la décision litigieuse se baserait essentiellement sur l'absence d'indication de l'âge de la mère sur l'extrait de naissance de sa fille, ainsi que sur une faute dans le nom de la mère pour mettre en cause son lien de filiation avec « ... ».

Le demandeur fait plus particulièrement valoir que l'absence d'indication de l'âge de la mère sur l'extrait de naissance de sa fille ne suffirait pas pour juger l'acte de naissance incomplet, tout en insistant sur le fait que ce document aurait été délivré par l'officier de l'Etat civil de la commune de Il s'agirait partant d'un document valable et officiel qui prouverait qu'il serait le père de l'enfant « ... ». Il donne encore à considérer, dans ce contexte, que la décision d'accorder ou non un visa à sa fille devrait être fondée sur sa filiation avec son père et qu'une absence d'indication de la date de naissance de la mère sur l'extrait d'acte de naissance ne pourrait, selon lui, pas justifier le rejet de sa demande en obtention d'un regroupement familial dans le chef de sa fille « ... ».

A cela s'ajouterait que l'erreur dans le nom de la mère de sa fille mineure ne serait constitutive que d'une simple erreur matérielle.

Le demandeur soutient finalement que la décision litigieuse aurait été prise sur base d'une application erronée de la loi du 29 août 2008, alors que son lien de filiation avec sa fille mineure « ... » serait établi par les pièces versées en cause.

Le délégué du gouvernement conclut, quant à lui, au bienfondé de la décision déferée.

Il fait tout d'abord valoir que le citoyen de l'Union européenne qui introduit une demande sur base de l'article 12, paragraphe (1), point c) de la loi du 29 août 2008 devrait rapporter la preuve du lien de filiation avec l'enfant avec lequel il souhaite se regrouper.

Or, en l'espèce, aucun lien de filiation ne serait établi entre le demandeur et l'enfant de sexe féminin, « *dénommé ... ou ...* », alors que l'identité tant de la mère que celle de l'enfant ne serait pas établie et que l'acte de naissance versé présenterait un certain nombre d'incohérences.

En ce qui concerne l'enfant lui-même, selon son acte de naissance, celui-ci s'appellerait « ... », alors que selon le jugement n°130 du 18 janvier 2017 versé par le demandeur à l'appui de sa demande, il s'appellerait « ... ». Partant, ni les prénoms, ni les noms de famille ne correspondraient, de sorte que l'identité de l'enfant ne pourrait être déterminée, le délégué du gouvernement insistant encore sur le fait que le numéro de l'acte de naissance de l'enfant (729) ne correspondrait pas avec le numéro personnel indiqué sur son passeport biométrique (296).

S'agissant de la mère, le délégué du gouvernement fait valoir que selon l'acte de naissance précité, elle s'appellerait « ... », alors que selon le jugement précité du 18 janvier 2017, elle s'appellerait « ... ». Pour le surplus, la date de naissance de la mère ferait défaut sur ledit acte de naissance.

Il relève ensuite que suivant l'acte de naissance de l'enfant dans le chef duquel le regroupement est demandé et qui serait, selon ledit acte, né en 2014, il s'agirait du « *1^{er} geste* » de la mère. Or, le demandeur aurait déjà fait venir un certain nombre d'enfants au Luxembourg, dont notamment ... en 2012, pour lequel une dénommée « ... » figurerait en tant que « *mère* ». Il en conclut que celle-ci ne pourrait dès lors être la mère de l'enfant ..., respectivement

Le délégué du gouvernement donne à considérer qu'à l'examen de la demande dans son intégralité, il serait évident que les incohérences telles que reprises ci-dessus ne pourraient être qualifiées d'une simple erreur matérielle comme essaierait de le présenter le demandeur.

Comme les identités tant de l'enfant que de la mère ne seraient pas clairement établies, le « *jugement de la délégation de l'autorité parentale* » du 18 janvier 2017 n'aurait pas non plus la moindre valeur.

Partant, ce serait à bon droit que le ministre a constaté qu'aucun lien de filiation ne pourrait être établi en l'espèce entre le demandeur et l'enfant mineur pour lequel il demande le regroupement familial et que la demande de Monsieur ... été rejetée.

Il poursuit qu'en tout état de cause, il y aurait lieu de noter que le mandataire du demandeur ne semblerait pas non plus consacrer la moindre importance à l'identité des personnes en cause, étant donné que celui-ci aurait, sur la première page de son recours, désigné le demandeur comme un certain ..., né le ... à ... (Guinée ...), alors qu'une telle personne serait inconnue des services du ministère qui n'aurait été saisie que d'une demande émanant d'un

dénommé ... né le ... à ... (Guinée).

Le délégué du gouvernement fait ensuite valoir que, contrairement au reproche du demandeur, la décision litigieuse serait parfaitement motivée, tant en droit qu'en fait, tout en insistant sur le fait que l'administration serait en droit de compléter sa motivation et ceci même en phase contentieuse.

Pour ce qui est de l'erreur manifeste d'appréciation reprochée au ministre et quant à l'argumentation du demandeur que l'absence d'indication de l'âge de la mère sur l'acte de naissance de l'enfant ne suffirait pas pour considérer que celui-ci serait incomplet, respectivement que, de toute manière, ce serait le demandeur qui aurait sollicité le regroupement familial en faveur d'..., de sorte que la filiation avec la mère importerait peu, le délégué du gouvernement rétorque qu'il résulterait tant de la décision déferée que de ses développements fournis en cours de procédure contentieuse que la filiation avec le demandeur ne serait pas contestée sur base du seul contenu de l'acte de naissance, considéré comme incomplet, mais encore sur base des nombreuses incohérences dans les documents versés à l'appui du recours en cause et surtout parce que ni l'identité de l'enfant ni celle de la mère ne seraient établies. Le délégué du gouvernement rappelle que les données du demandeur que le mandataire semblerait détenir seraient, qui plus est, différentes de celles connues par le ministre. Il y aurait dès lors lieu de se demander si l'identité du demandeur lui-même était établie.

Partant, les arguments relatifs à une erreur manifeste d'appréciation seraient à rejeter.

En dernier lieu, et quant au reproche d'une application erronée de la loi du 29 août 2008, le délégué du gouvernement fait valoir que la décision de refus litigieuse se baserait sur les dispositions légales applicables et serait motivée par les éléments factuels de l'espèce, de sorte que ce moyen serait également à rejeter.

Le demandeur n'a, quant à lui, pas pris position par rapport aux explications circonstanciées fournies par la partie étatique en cours de procédure contentieuse en relation avec les incohérences que présenteraient les documents versés par le demandeur à l'appui de sa demande, et ce nonobstant la possibilité lui offerte par l'article 5, paragraphe (5) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives de déposer un mémoire en réplique.

Dans le cadre de l'analyse de la légalité de la décision ministérielle du 24 décembre 2018, il appartient d'abord au tribunal de vérifier la légalité extrinsèque de l'acte lui déferé, avant de se livrer, par le biais de l'examen de la légalité des motifs, au contrôle de sa légalité intrinsèque.

En ce qui concerne, tout d'abord, le moyen du demandeur tiré d'un défaut de motivation de la décision déferée, il convient de relever que l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 impose la motivation d'une décision par l'indication au moins sommaire de la cause juridique et des circonstances de fait à sa base notamment lorsqu'elle refuse de faire droit à la demande de l'intéressé.

A la lecture de la décision ministérielle déferée du 24 décembre 2018, décision dont le libellé a été repris ci-avant, il échet de constater que le ministre a indiqué de manière suffisante, les dispositions légales à son appui, les motifs qui l'ont amené à refuser un regroupement

familial demandé en faveur de l'enfant dénommé ..., à savoir que les pièces produites à l'appui de la demande de regroupement familial ne seraient pas fiables et qu'il existerait de sérieux doutes quant à l'identité de la mère du prédit enfant. Il en ressort, en outre, qu'en l'absence d'autres éléments corroborant le contenu du dossier, compte tenu du fait que le lien de filiation entre le demandeur et l'enfant ... ne pourrait pas être établi et eu égard au fait que les conditions de l'article 12 de la loi du 29 août 2008 ne seraient pas remplies, l'enfant ... ne pourrait pas être considéré comme membre de famille d'un citoyen de l'Union européenne.

Il s'ensuit que la décision déferée contient l'indication tant des circonstances de fait que de la cause juridique à sa base, de sorte qu'elle est motivée à suffisance de droit, étant encore précisé que l'indication des motifs au regard des exigences de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 ne doit être que sommaire et qu'aucune disposition légale ne prévoit l'exigence d'une motivation renforcée dans le chef du ministre en la matière.

En tout état de cause, il échet de rappeler qu'une imprécision de la motivation, même à la supposer établie, ne constitue pas un vice susceptible d'entraîner l'annulation de la décision affectée, mais est tout au plus de nature à entraîner la suspension des délais de recours, à moins que ce vice subsiste jusqu'au moment où l'affaire est prise en délibéré¹. Or, tel que retenu ci-avant, la motivation de la décision ministérielle déferée répond aux exigences de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979, étant encore relevé que cette motivation a été complétée par le délégué du gouvernement en cours de procédure.

Il s'ensuit que le moyen tendant à l'annulation de la décision ministérielle du 28 août 2018 sous analyse pour défaut de motivation laisse d'être fondé.

En ce qui concerne ensuite la légalité interne de la décision ministérielle déferée, il convient de relever que l'article 12 de la loi du 29 août 2008, inscrit dans la section 2 de la même loi intitulée : « *Le droit d'entrée, de séjour et de sortie des membres de la famille du citoyen de l'Union et du ressortissant des autres Etats parties à l'Accord sur l'Espace économique européen et de la Confédération suisse* », dispose que : « (1) *Sont considérés comme membres de la famille :*

[...]

c) les descendants directs et les descendants directs du conjoint ou du partenaire visé au point b) qui sont âgés de moins de 21 ans ou qui sont à charge ; [...] ».

En vertu de l'article 14 de la même loi « (1) *Les membres de la famille définis à l'article 12 qui sont eux-mêmes citoyens de l'Union, bénéficient d'un droit de séjour tel que prévu à l'article 6, s'ils accompagnent ou rejoignent un citoyen de l'Union. Ce droit de séjour s'étend également aux membres de la famille qui sont des ressortissants de pays tiers s'ils accompagnent ou rejoignent un citoyen de l'Union, qui lui-même satisfait aux conditions énoncées à l'article 6, paragraphe (1), points 1 ou 2. [...]*

Les articles 12 et 14 de la loi du 29 août 2008 consacrent dès lors le droit du ressortissant de pays tiers membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne de rejoindre ce citoyen de l'Union disposant d'ores et déjà du droit de séjourner sur le territoire, à condition de rentrer

¹ Trib. adm., 23 décembre 2004, n° 18236 du rôle, Pas. adm. 2019, V° Procédure administrative non contentieuse, n° 77 et les autres références y citées.

dans l'un des cas de figure prévus par l'article 12, précité.

En l'espèce, il n'est pas contesté que le demandeur est à considérer comme citoyen de l'Union visé à l'article 6 de la loi du 29 août 2008, la partie étatique mettant cependant en doute tant l'identité de l'enfant de sexe féminin pour lequel il demande le regroupement familial, à savoir la dénommée ..., que l'identité de la mère de celle-ci et par voie de conséquence son lien de filiation avec le demandeur, pour conclure que les conditions fixées à l'article 12 de la loi du 29 août 2008 ne sont pas remplies en l'espèce.

Force est tout d'abord au tribunal de constater, tel que relevé à juste titre par la partie étatique, que l'acte de naissance versé en cause ne comporte pas l'identité complète de la mère de l'enfant mineur dans le chef duquel le regroupement familial est demandé, en ce qu'il ne renseigne ni sa date ni le lieu de sa naissance. Il est encore vrai que le nom de la mère figurant dans l'acte de naissance de l'enfant « ... » et celui figurant dans le jugement du Tribunal de première instance de ..., ... du 18 janvier 2017 conférant au demandeur l'autorité parentale sur l'enfant « ... » ne coïncident pas, l'acte de naissance renseignant le nom d'« ... » et le jugement celui d'« ... ».

Par ailleurs, c'est à juste titre que la partie étatique a soulevé que le prénom qui figure sur l'acte de naissance ainsi que sur le passeport de l'enfant dans le chef duquel un regroupement familial est demandé est celui d'« ... », tandis que celui indiqué dans le jugement précité du 18 janvier 2017 est « ... ». Pour le surplus, et quant au nom de famille, il échet de constater que contrairement au nom figurant dans le prédit jugement, à savoir « ... », l'acte de naissance et le passeport portent, quant à eux, le nom de « ... ».

Il y a encore lieu de constater qu'il ressort des explications non énervées de la partie étatique, ainsi que des pièces versées en cause et plus particulièrement de l'extrait de l'acte de naissance de l'enfant « ... », ainsi que de son passeport biométrique que le numéro de l'acte de naissance (729) diffère de celui indiqué dans son passeport (296).

Il résulte encore de façon non contestée des explications du délégué du gouvernement ainsi que du dossier administratif que le demandeur a déjà, en 2012, introduit une demande de regroupement familial en faveur de son fils ..., né le ... à ..., dont la mère est, selon un « *acte de consentement* » du 27 février 2012 du tribunal de première instance de ..., Madame Or, le tribunal est amené à constater, à l'instar du délégué du gouvernement, que l'extrait de l'acte de naissance de l'enfant ..., née le ..., dispose qu'il s'agit du « *1^{er} geste* » de la mère, Madame ..., le délégué du gouvernement s'interrogeant en conséquence à juste titre comment l'enfant mineur pour lequel le regroupement familial est demandé pourrait être du « *1^{er} geste* » de la même femme, le demandeur ne contestant, en effet, pas qu'il s'agit de la même personne, tout en restant en défaut de fournir la moindre prise de position à ce sujet pour élucider cette question. Le tribunal ne peut dès lors que partager les doutes de la partie étatique quant à l'identité de la mère qui ne peut être considérée comme étant établie en l'absence de doute.

Si le seul défaut de l'indication d'âge de la mère sur l'acte de naissance, respectivement le doute sur son identité ne sont pas à eux seuls suffisants pour remettre en question de manière générale le lien de filiation entre le demandeur et l'enfant mineur pour lequel il demande le regroupement familial, force est toutefois de constater que les nombreuses incohérences, telles que relevées ci-dessus, ensemble le fait que le demandeur se limite à soutenir, d'une part, qu'il s'agirait « *d'une simple erreur matérielle dans l'orthographe du nom de la mère dans deux documents* », sans préciser laquelle serait l'orthographe correcte ni *a fortiori* l'identité exacte

de celle-ci, et, d'autre part, que l'âge « *de la mère* » ne serait pas pertinent, et à défaut d'avoir contesté les arguments du délégué du gouvernement fournis au cours de la procédure contentieuse afin de sous-tendre les nombreuses incohérences quant à l'identité de l'enfant en cause, voire de fournir des explications plausibles à cet égard, sont de nature à remettre en cause la réalité du lien de filiation entre le demandeur et l'enfant mineur dans le chef duquel il demande un regroupement familial. Comme le demandeur n'a fourni ni dans son recours, ni à l'audience des plaidoiries des explications susceptibles de combattre les doutes ainsi émis par le ministre et la partie étatique, le tribunal est amené à retenir qu'aucun reproche ne saurait être adressé au ministre pour avoir rejeté la demande en obtention d'un visa en vue d'un regroupement familial en faveur de l'enfant dénommé ... introduite par Monsieur ... au motif que le lien de filiation entre le demandeur et cet enfant ne peut être formellement établie, de sorte qu'il ne peut être considéré comme un membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne au sens de l'article 12, paragraphe 1, point c) de la loi du 29 août 2008.

Au vu de l'ensemble des considérations qui précèdent, et à défaut d'autres moyens, il y a lieu de rejeter le recours en annulation pour n'être fondé en aucun de ses moyens.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en annulation dirigé contre la décision ministérielle du 24 décembre 2018 en la forme ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

condamne le demandeur aux frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 20 mai 2020 par :

Annick Braun, vice-président,
Alexandra Castegnaro, premier juge,
Carine Reinesch, juge,

en présence du greffier Luana Poiani.

s. Luana Poiani

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 20 mai 2020

Le greffier du tribunal administratif